

programme actuel du Gouvernement pose à la production mettent en péril leur sécurité en même temps qu'elles renferment les germes d'un chômage assez prononcé. Nos anciens militaires et autres concitoyens qui se lancent aujourd'hui dans les affaires et qui consacrent leurs gratifications ou leurs économies à la location de magasins ou autres frais généraux, se trouvent dans une situation intenable, par suite de la rareté de marchandises dont ils ne sont nullement responsables. Pareil état de chose ne saurait se perpétuer; il conduit au désastre financier.

Il est un autre point sur lequel je désire insister avant de quitter le sujet. Dans cette ère nouvelle qui s'ouvre pour nous, l'industrie doit s'occuper de recherches si elle veut soutenir la concurrence de l'étranger. Aucune industrie à ma connaissance ne saurait espérer réussir en se contentant des sentiers battus. Les travaux de recherche coûtent cher; pourtant, ils sont indispensables. Par sa politique, notre gouvernement restreint ce genre d'activité et le jour viendra où le Canada sera en arrière des autres pays, s'il n'est pas en quelque sorte une dépendance économique de ceux qui auront eu la clairvoyance de favoriser les travaux de recherche et l'expansion industrielle. Ce n'est pas, j'en suis sûr, la fin que se propose le Gouvernement; je lui reconnais un plus grand désir d'indépendance nationale.

Notre gouvernement doit assurer l'avenir du commerce canadien. Or, je le lui demande, qu'entend-il faire pour stabiliser et faire progresser ce commerce, pour en favoriser l'expansion?

La négligence du Gouvernement à prendre les mesures propres à aider le commerce dans son sens le plus large sera sûrement au détriment du Canadien ordinaire dont les moyens de subsistance dépendent de ces mesures. Nous sommes déjà dans le champ d'action d'un mouvement d'inflation; le coût de la vie est à la hausse et nous promet de nouveaux sommets, malgré toute la rhétorique du Gouvernement sur la régulation des prix.

Règle générale, les Canadiens se divisent en trois groupes: 1, ceux qui, par leur affiliation aux syndicats ouvriers ou par leur habileté à négocier des majorations individuelles de salaires, exercent une certaine maîtrise sur leur revenu; 2, ceux qui s'adonnant à une industrie primaire, dont l'agriculture est une des plus importantes, sont victimes de la politique du Gouvernement et reçoivent très peu

[M. Webb.]

de soulagement; enfin, ceux qui vivent à même un revenu dit non gagné, comme les rentes, le revenu de placements, les donations, les pensions et le reste. Tous doivent souffrir de la hausse des prix, ce que le Gouvernement reconnaît d'une façon évidente en relevant l'abattement de \$660 à \$750 pour les célibataires et de \$1,200 à \$1,500 pour les personnes mariées, à compter de 1947. Cet abattement devrait être plus considérable et le mieux qu'on puisse dire à ce sujet c'est qu'on se rend compte de la tendance des prix à la hausse; le reste n'est que verbiage. Il faut aider immédiatement les particuliers. Ce relèvement insignifiant de l'abattement n'aidera le contribuable qu'en 1948 lorsqu'il acquittera son impôt de 1947, ce qui est, il va sans dire, un délai extrêmement long. Aucune disposition spéciale ne vient aider ceux qui n'ont aucune maîtrise de leur revenu, dont le pouvoir d'achat diminue constamment sans qu'il y ait de leur faute. Une sage mesure du Gouvernement comprimant les dépenses inutiles aurait permis de hausser le niveau de l'abattement.

J'aimerais voir comment ceux qui ont préparé le budget se tireraient d'affaires avec les recettes du salarié moyen, à même lesquelles celui-ci doit acquitter ses cotisations à l'assurance-chômage, son assurance, les soins médicaux, et le reste. Que reste-t-il pour vivre? Peut-être est-il possible de subsister pauvrement, mais ce n'est pas vivre. Que reste-t-il pour les amusements, pour l'instruction des enfants, ou pour la constitution d'une réserve en vue des mauvais jours? Les Canadiens ont droit à une exonération d'impôt qui puisse leur assurer une certaine sécurité et leur permettre d'envisager l'avenir avec l'espoir de jouir, à l'âge de la retraite, du fruit de leur labeur et de leurs épargnes. Dans l'état actuel des choses, cette sécurité et ce mode d'existence sont à vrai dire impossibles, par suite du fardeau d'impôts dont les citoyens sont accablés.

Nous avons beaucoup entendu parler de la sécurité; le Gouvernement déclare qu'il l'assure à la population. Quelle sécurité? Les Canadiens sont un peuple libre ou du moins censé libre. Nous nous sommes enorgueillis de ce fait pendant la guerre, alors que, se fondant sur cette idée de liberté, le Gouvernement a refusé de recourir à la conscription pour le service militaire. Maintenant que la paix est rétablie, il est prêt à faire fi de la liberté, et à imposer à notre peuple libre un prétendu régime de sécurité fondé sur les